Conseil d'Etat
20. AOUT 1979

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 21 juin 1979, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant la limite des dispositions générales relatives aux conditions de nomination au grade de garde champêtre en chef", a donné le 16 juillet 1979 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, de 21e juni 1979 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de grens van de algemene bepalingen betreffende de voorwaarden tot benoeming in de graad van hoofdveldwachter", heeft de 16e juli 1979 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Le grade de garde champêtre en chef a été créé par la loi du 29 juin 1976, qui a modifié à cette fin l'article 59 du Code rural et l'article 129 de la loi communale.

Le garde champêtre en chef est nommé par le conseil communal parmi les gardes champêtres qui exercent leurs fonctions à temps plein, et la nomination est soumise à l'approbation du gouverneur (loi communale, article 129, § 2). Il s'agit d'un emploi de promotion; le conseil communal fixe les conditions de cette promotion, dans les limites des dispositions générales arrêtées par le Roi (loi communale, article 84, § 1er).

L'article 18, alinéa 3, de la loi du 29 juin 1976, à titre transitoire, réserve la première nomination au grade de garde champêtre en chef dans les communes issues d'une fusion, aux gardes champêtres qui ont été transférés, en cette qualité, des anciennes communes.

Toutes ces dispositions constituent le fondement légal du projet.

+

Il n'y a pas lieu, dans un arrêté royal, de reprendre des dispositions qui ne constituent que des rappels de la loi. Doivent dès lors être omis :

.../...

- l'article ler,
- à l'article 2, alinéa ler, les mots "Sans préjudice ... 30 décembre 1975",
- l'alinéa 2 du même article.

La substance de ces dispositions pourrait, au besoin, être rappelée dans une circulaire ministérielle.

+

+ +

II. L'article 3, alinéa ler, du projet permet au conseil communal de dispenser de l'examen de capacité les gardes champêtres qui ont réussi l'examen de chef de brigade. Aucune disposition législative ne prévoit ce dernier examen, lequel est organisé par le gouverneur de province en vertu d'usages administratifs (arrêt LEMEUNIER, n° 15.319, du 25 mai 1972) auxquels les gouverneurs peuvent renoncer.

Les brigades ont été instituées par la loi du 30 janvier 1924 (articles 55bis et suivants du Code rural). Les chefs de brigades (avant la loi du 29 juin 1976, ils s'appelaient les brigadiers champêtres) sont nommés par le gouverneur parmi les gardes champêtres et les gardes champêtres auxiliaires, le commissaire d'arrondissement et le procureur général entendus (article 55bis, alinéa 6). Si leur rémunération est supportée par les communes (article 57), leur statut pécuniaire est fixé par le conseil provincial (article 58). Aucune disposition

n'attribue aux gouverneurs de province le droit de subordonner, par voie réglementaire, la nomination des brigadiers champêtres à la réussite d'un examen de capacité; mais aucune disposition ne les empêche de soumettre les candidats à un examen en vue d'opérer leur choix avec un maximum de garanties.

On peut admettre que le conseil communal tienne compte des résultats d'un examen de brigadier champêtre lorsqu'il est appelé lui-même à choisir un garde champêtre en chef, lequel sera subordonné au brigadier champêtre. On ne pourrait admettre qu'il soit contraint de le faire. L'article 3, alinéa ler, du projet, en ne lui donnant à cet égard qu'une simple faculté, n'appelle pas d'observation quant à sa légalité. Mais la rédaction devrait en être revue de manière à faire mieux ressortir le caractère facultatif de l'examen de brigadier champêtre.

Toujours à l'article 3, alinéa ler, pour faire ressortir que la dispense sera réglementaire et non individuelle, il serait préférable de substituer les termes "règlement d'avancement" aux termes "conseil communal". La même observation vaut pour l'article 4.

+

En substituant aux mots "qui ont réussi l'examen de chef de brigade" les mots "un examen organisé par le gouverneur de la province ...", le Conseil d'Etat entend

souligner que l'examen de chef de brigade réussi dans une province ne peut valoir dispense de l'examen de capacité dans une autre province.

Si telle n'était pas l'intention du Gouvernement, il y aurait lieu d'apporter au texte proposé par le Conseil d'Etat les modifications nécessaires.

+

+ +

III. L'article 3, alinéa 2, du projet permet d'exempter d'une partie de l'examen écrit de capacité les porteurs du brevet de candidat commissaire de police et commissaire adjoint de police ou ceux qui sont réglementairement dispensés de ce titre. Les conditions de la délivrance ou de la dispense du brevet sont fixées par l'arrêté royal du 12 avril 1965, lequel a son fondement légal dans les articles 123, alinéa 2, et 125, alinéa 2, de la loi communale.

Il y aurait donc lieu de viser l'arrêté royal du 12 avril 1965 dans le préambule.

+

+ +

IV. A l'article 4 du projet, les mots "en régime transitoire", étant donné le contexte, sont superflus. S'il fallait entendre par là que la disposition ne jouera que pour la première nomination, le texte devrait être précisé.

+

+ +

V. Les organisations les plus représentatives du personnel des provinces et des communes ayant été consultées mais n'ayant, selon les informations fournies au Conseil d'Etat, pas émis d'avis dans les délais requis, il s'indique de viser leur "consultation" plutôt que leur "avis".

TEXTE PROPOSE.

Compte tenu de ces observations et de quelques améliorations de forme qui n'appellent pas de commentaire, le texte suivant est proposé pour l'ensemble de l'arrêté royal :

"ARRETE ROYAL FIXANT LES DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX CONDITIONS DE NOMINATION AU GRADE DE GARDE CHAMPETRE EN CHEF.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

.../...

Vu la loi communale, notamment l'article 84, § ler, alinéa ler, modifié par la loi du 27 juillet 1961, et l'article 129, § 2, modifié par la loi du 29 juin 1976;

Vu le Code rural, notamment l'article 59, modifié par la loi du 29 juin 1976;

Vu la loi du 29 juin 1976 modifiant certaines dispositions de la loi communale, du Code rural, de la législation sur le régime de pensions du personnel communal et assimilé et réglant certaines conséquences des fusions, annexions et rectifications de s limites des communes réalisées par la loi du 30 décembre 1975, notamment l'article 18;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1965 relatif au brevet de candidat commissaire de police et commissaire adjoint ce police;

Vu la consultation des organisations les plus représentatives du personnel des provinces et des communes;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

.../...

Article ler. Le règlement fixant les conditions d'avancement au grade de garde champêtre en chef prévoit les conditions minimales suivantes :

1° les candidats doivent avoir une ancienneté de trois ans au moins dans le grade de garde champêtre;

2° ils doivent avoir réussi un examen de capacité qui comprend au moins une épreuve écrite portant :

a) sur la rédaction d'un rapport sur un problème avec lequel tout garde champêtre peut être confronté;
b) sur la rédaction d'un procès-verbal;
c) sur les notions générales relatives à la connaissance du Code d'instruction criminelle;
d) sur la connaissance du Code rural, de la législation sur la chasse, du Code de la route et des règlements communaux de police.

Article 2. Le règlement d'avancement peut dispenser de l'examen de capacité les gardes champêtres qui ont réussi un examen organisé par le gouverneur de la province en vue de la nomination aux fonctions de chef de brigade.

Il peut dispenser des épreuves visées à l'article ler, 2°, a, b et c, les gardes champêtres qui sont titulaires du brevet de candidat commissaire de police ou qui sont dispensés de la production de ce brevet, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 12 avril 1965.

.../...

Article 3. Le règlement d'avancement peut, pour les nominations à faire avant le 1er janvier 1983, déroger en tout ou en partie aux conditions relatives à l'ancienneté de grade et à l'examen de capacité en faveur des gardes champêtres qui étaient titulaires de ce grade à titre définitif au 31 décembre 1976.

Article 4. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois suivant celui de sa publication au Moniteur belge.

Article 5. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :
Le Ministre de l'Intérieur".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. De graad van hoofdveldwachter is ingesteld bij de wet van 29 juni 1976 die, met dat oogmerk, artikel 59 van het Veldwetboek en artikel 129 van de gemeentewet heeft gewijzigd.

De hoofdveldwachter wordt door de gemeenteraad benoemd uit de veldwachters die hun ambt voltijds uitoefenen, en de benoeming wordt aan de goedkeuring van de gouverneur onderworpen (gemeentewet, artikel 129, § 2). Het gaat om een bevorderingsbetrekking; de gemeenteraad bepaalt de voorwaarden voor die bevordering binnen de perken van de algemene bepalingen die de Koning heeft vastgesteld (gemeentewet, artikel 84, § 1).

Krachtens artikel 18, derde lid, van de wet van 29 juni 1976 komen, bij overgangsmaatregel, voor de eerste benoeming tot hoofdveldwachter in de door samenvoeging tot stand gekomen gemeenten, alleen in aanmerking de veldwachters die in deze hoedanigheid uit de vroegere gemeenten zijn overgeheveld.

Al deze bepalingen vormen de rechtsgrond van het ontwerp.

+

In een koninklijk besluit behoeven niet te worden overgenomen bepalingen die slechts herhalen wat reeds in de wet staat. Derhalve moeten vervallen :

.../...

- artikel 1,
- in artikel 2, eerste lid, de woorden "Onverminderd ... 30 december 1975",
- het tweede lid van hetzelfde artikel.

De inhoud van die bepalingen kan desnoods bij ministeriële omzendbrief in substantie in herinnering worden gebracht.

+

+ +

II. Krachtens artikel 3, eerste lid, van het ontwerp kan de gemeenteraad de veldwachters die geslaagd zijn voor het examen van brigadechef, vrijstellen van het bekwaamheidsexamen. Geen wetsbepaling schrijft dat examen voor. Het wordt door de provinciegouverneur georganiseerd op grond van administratieve gebruiken (arrest Lemeunier, nr 15.319, van 25 mei 1972) waarvan door de gouverneurs kan worden afgezien.

De brigades zijn ingesteld door de wet van 30 januari 1924 (artikel 55bis e.v. van het Veldwetboek). De brigadechefs (vóór de wet van 29 juni 1976 "veldbrigadiers" genoemd) worden door de gouverneur benoemd uit de veldwachters en de hulpveldwachters, de arrondissementscommissaris en de procureur-generaal gehoord (artikel 55bis, zesde lid). Al valt hun bezoldiging ten laste van de gemeenten (artikel 57), hun bezoldigingsregeling wordt door de provincieraad vastgesteld (arti-

.../...

tikel 58). Geen bepaling verleent de provinciegouverneurs het recht om bij wege van verordening de benoeming van de veldbrigadiers afhankelijk te maken van het slagen voor een bekwaamheidsexamen; maar geen bepaling verhindert hen de gegadigden aan een examen te onderwerpen opdat zij met de grootst mogelijke waarborgen kunnen worden gekozen.

Wel kan worden aangenomen dat de gemeenteraad met de uitslagen van een examen van veldbrigadier rekening houdt wanneer hij zelf een hoofdveldwachter dient te kiezen die onder de veldbrigadier zal staan, maar niet dat hij daartoe verplicht zou zijn. Tegen artikel 3, eerste lid, van het ontwerp, dat de raad in dat opzicht slechts een mogelijkheid biedt, is niets in te brengen uit een oogpunt van wettigheid. De redactie zou echter moeten worden herzien, zodat het facultatieve van het examen van veldbrigadier duidelijker tot uiting komt.

Opdat nog in artikel 3, eerste lid, tot uiting kan komen dat het om een reglementaire en niet om een individuele vrijstelling gaat, zou het verkieslijk zijn de woorden "de gemeenteraad" te vervangen door "het bevorderingsreglement". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 4.

+

Door de woorden "voor het examen van brigadechef" te vervangen door de woorden "voor een examen dat door de gouverneur van de provincie georganiseerd is", wil de Raad van State

.../...

er de nadruk op leggen dat het examen van brigadechef dat in een provincie met goed gevolg is afgelegd, niet in aanmerking komt voor vrijstelling van het bekwaamheidsexamen in een andere provincie.

Mocht de Regering het niet zo bedoelen, dan zouden in de door de Raad van State voorgestelde tekst de nodige wijzigingen moeten worden aangebracht.

\+

\+ \+

III. Krachtens artikel 3, tweede lid, kunnen van een gedeelte van het schriftelijk bekwaamheidsexamen worden vrijgesteld de houders van "het brevet van kandidaat-commissaris en -adjunct-commissaris van politie of (degenen) die reglementair zijn vrijgesteld van het bezit van die bekwaamheidsakte". De voorwaarden inzake afgifte of vrijstelling van het brevet zijn bepaald in het koninklijk besluit van 12 april 1965, dat zijn rechtsgrond ontleent aan de artikelen 123, tweede lid, en 125, tweede lid, van de gemeentewet.

In de aanhef zou bijgevolg moeten worden verwezen naar het koninklijk besluit van 12 april 1965.

\+

\+ \+

.../...

IV. In artikel 4 van het ontwerp zijn de woorden "In overgangsregeling", gezien het tekstverband, overbodig. Mocht daaronder worden verstaan dat de bepaling slechts toepassing vindt voor de eerste benoeming, dan zou de tekst dat nader moeten bepalen.

\+

\+ \+

V. De meest representatieve organisaties van het provincie- en gemeentepersoneel zijn wel geraadpleegd maar hebben, naar aan de Raad van State is meegedeeld, geen advies gegeven binnen de gestelde termijnen; daarom verwijze men liever naar de "raadpleging" ervan dan naar hun "advies".

VOORGESTELDE TEKST

Met inachtneming van deze opmerkingen en van enkele verbeteringen die alleen de vorm betreffen en geen commentaar behoeven, wordt voor het koninklijk besluit in zijn geheel de volgende tekst voorgesteld :

"KONINKLIJK BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN DE ALGEMENE BEPALINGEN BETREFFENDE DE VOORWAARDEN VOOR BENOEMING TOT HOOFDVELDWACHTER.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

.../...

Gelet op de gemeentewet, inzonderheid op artikel 84, § 1, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 27 juli 1961, en artikel 129, § 2, gewijzigd bij de wet van 29 juni 1976;

Gelet op het Veldwetboek, inzonderheid op artikel 59, gewijzigd bij de wet van 29 juni 1976;

Gelet op de wet van 29 juni 1976 tot wijziging van sommige bepalingen van de gemeentewet, het Veldwetboek, de wetgeving op de pensioenregeling van het gemeentepersoneel en het daarmee gelijkgestelde personeel en tot regeling van sommige gevolgen van de samenvoegingen, aanhechtingen en wijzigingen van grenzen van gemeenten verwezenlijkt door de wet van 30 december 1975, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1965 betreffende het brevet van (kandidaat-)commissaris en adjunct-commissaris van politie;

Gelet op de raadpleging van de meest representatieve organisaties van het provincie- en gemeentepersoneel;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

.../...

Artikel 1. Het reglement tot vaststelling van de voorwaarden voor bevordering tot hoofdveldwachter bepaalt de volgende minimumvoorwaarden :

1° gegadigden moeten ten minste drie jaar anciënniteit in de graad van veldwachter tellen;

2° zij moeten geslaagd zijn voor een bekwaamheidsexamen dat ten minste bestaat in een schriftelijk examen betreffende :

a) het opmaken van een verslag over een probleem waarmee ieder veldwachter kan worden geconfronteerd;

b) het opmaken van een proces-verbaal;

c) de algemene begrippen in verband met de kennis van het wetboek van strafvordering;

d) de kennis van het veldwetboek, van de jachtwetgeving, van het verkeersreglement en van de gemeentelijke politieverordeningen.

Artikel 2. Het bevorderingsreglement kan van het bekwaamheidsexamen vrijstellen de veldwachters die geslaagd zijn voor een examen dat door de gouverneur van de provincie georganiseerd is met het oog op de benoeming in het ambt van brigadechef.

Het kan van de in artikel 1, 2°, a, b en c, bedoelde examengedeelten vrijstellen de veldwachters die houder zijn van het brevet van kandidaat-commissaris van politie of die dat brevet niet hoeven over te leggen, overeenkomstig het bepaalde in het koninklijk besluit van 12 april 1965.

.../...

Artikel 3. Het bevorderingsreglement kan, voor de benoemingen die vóór 1 januari 1983 moeten worden gedaan, geheel of gedeeltelijk van de voorwaarden betreffende de graadanciënniteit en het bekwaamheidsexamen afwijken voor de veldwachters die op 31 december 1976 in vast verband met die graad waren bekleed.

Artikel 4. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die waarin het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 5. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken."

La chambre était composée de

Messieurs : F. REMION, président,
de Heren : voorzitter,

P. TAPIE, président de chambre,
kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseiller d'Etat,
staatsraad,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la
section de législation,

C. DESCHAMPS, bijzitters van de
afdeling wetgeving,

Madame : A. MELCHIOR, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. M. DUMONT, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. DUMONT, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

A. MELCHIOR.
greffier assumé
Toegevoegd griffier.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

F. REMION.